

Trois menaces pèsent sur la burundaise, selon l'ONU

VOA Afrique, 11 mars 2020 GENÈVE, SUISSE – Selon les enquêteurs de l'ONU, trois facteurs pourraient compromettre les prochaines élections au Burundi. Il s'agit de la répression accrue des opposants politiques, l'instabilité économique et sociale et la criminalité qui ne cesse de grandir. C'est ce qui ressort d'un rapport de la Commission d'enquête des Nations unies sur le Burundi soumis au Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

La commission lance un appel à la communauté internationale, en particulier aux États voisins du Burundi, pour persuader le gouvernement actuel de tenir des élections libres et transparentes - même si les trois membres qui la composent indiquent qu'il y a peu de chances que cela ne se matérialise. Les élections présidentielles, parlementaires et municipales du Burundi sont prévues le 20 mai. Le juriste sénégalais Doudou Diene, qui préside la commission, a déclaré qu'il existe un climat d'impunité généralisée malgré les graves violations des droits humains qui ont cours dans le pays. Selon Diene, des témoins ont fait des comptes rendus sans complaisance. D'après ces témoignages, des membres de la Ligue des jeunes du parti au pouvoir, les Imbonerakure, ont commis des meurtres, de viols, des actes d'extorsion de biens et de fonds. et de recrutement forcé dans le parti, connu sous le nom de CNDD-FDD. Diene exprime également sa préoccupation concernant la répression de la liberté d'expression, notant une augmentation de la censure des médias. Il a parlé par l'intermédiaire d'un interprète. "Le gouvernement a continué à utiliser le système judiciaire pour faire taire la société civile et les médias. Les défenseurs des droits de l'homme restent détenus arbitrairement. Nous sommes très préoccupés par l'augmentation du discours de haine à dimension politique et / ou ethnique. Cela circule sans restriction sur les réseaux sociaux." Nous notons également le silence des autorités burundaises à ce sujet ", a-t-il déclaré. Diene qualifie l'intolérance politique dans toutes les provinces du pays de déplorable. Il a déclaré que la commission avait documenté de nombreuses violations des droits de l'homme, ciblant principalement des opposants politiques, y compris plusieurs membres du Congrès national pour la liberté. « Ils ont été arbitrairement arrêtés et détenus pour avoir participé aux activités de leur parti, et certains ont également été victimes de violences et de torture tandis que de nombreux autres ont été tués. Les membres de leur famille, en particulier des femmes, ont également été pris pour cible et ont été victimes de violations graves, notamment de violence sexuelle », a-t-il dit. L'ambassadeur du Burundi auprès de l'ONU à Genève, Renovat Tabu, a déclaré que le rapport était politisé et qu'il était regrettable. Tabu a déclaré que son gouvernement était habitué à ce qu'il appelle les campagnes de diffamation de la commission. Depuis sa création en 2016, il a déclaré que les rapports de la commission étaient pleins de mensonges, d'allégations diffamatoires et insultantes. Il a déclaré que le Burundi est une société ouverte et pacifique, notant que 10 candidats se sont déjà inscrits aux élections.